



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE

n° 20 du 20 juin 2008

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 juin 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	387
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	387
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	387
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	387
Arrêté N° 08.BMSSE.47 du 18 juin 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Bernard FUSS, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, par intérim.....	387
Arrêté OSD 0803 du 18 juin 2008 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marches publics à Monsieur Bernard FUSS, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, par intérim	387
Arrêté du 20 juin 2008 portant création d'une commission départementale d'équivalence	388
Arrêté N° 08.BMSSE.49 du 20 juin 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	388
Arrêté N° 08.BMSSE.49 BIS du 20 juin 2008 accordant délégation de suppléance à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur de cabinet.....	389

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques interministérielles****Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières****Arrêté N° 08.BMSSE.47 du 18 juin 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Bernard FUSS, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, par intérim**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 Vu le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;
 Vu le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 Vu le décret N° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;
 Vu le décret N° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;
 Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
 Vu l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;
 Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 1999 portant nomination de Monsieur Bernard FUSS directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 13 septembre 1999, et l'arrêté du 03 avril 2007 renouvelant le détachement de Monsieur Bernard FUSS du 1er septembre 2007 au 31 août 2008 ;
 Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 2008 chargeant Monsieur Bernard FUSS de l'intérim des fonctions de directeur régional de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine du 11 juin 2008 au 31 août 2008 ;
 Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
 Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Bernard FUSS, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim, exerçant les fonctions de directeur départemental de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

- décisions d'agrément des associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire ;
- décisions de non ouverture ou de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi N° 84-610 du 16 juillet 1984 ;
- délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1^{er} alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée, et délivrance de la carte professionnelle correspondante ;
- décisions de non opposition à la déclaration d'ouverture des séjours en centres de vacances ;
- décisions d'habilitation des séjours en centre de loisirs sans hébergement ;
- décisions de première ouverture des établissements de vacances ;
- décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement ;
- décisions autorisant du personnel titulaire du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur) ;
- ordres de mission concernant les agents placés sous son autorité, ainsi que ceux relevant du Centre d'éducation populaire et de sports (C.R.E.P.S.) lorsqu'ils sont amenés à se déplacer hors du département de Meurthe-et-Moselle mais dans la limite de la métropole, que ce soit ou non à l'initiative de l'administration centrale ;
- mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des centres de vacances et de loisirs ;
- ampliations des arrêtés relevant de ses services.

Art. 2 : Monsieur Bernard FUSS, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 5 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.40 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Raymond AUBRY est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur FUSS, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.
 Nancy, le 18 juin 2008

Le préfet,
 Hugues PARANT

Arrêté OSD 0803 du 18 juin 2008 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Bernard FUSS, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
 Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
 Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
 Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
 Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;
 Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 1999 portant nomination de Monsieur Bernard FUSS directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 13 septembre 1999, et l'arrêté du 03 avril 2007 renouvelant le détachement de Monsieur Bernard FUSS du 1er septembre 2007 au 31 août 2008 ;
 Vu le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;
 Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 2008 chargeant Monsieur Bernard FUSS de l'intérim des fonctions de directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 11 juin 2008 ;
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Monsieur Bernard FUSS, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de la jeunesse et des sports (code 35) au titre des programmes suivants au niveau des activités de la direction départementale de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle :

- Programme 163 (Chapitre 0163) Jeunesse et vie associative
 - Programme 210 (Chapitre 0210) Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative
 - Programme 219 (Chapitre 0219) Sport
- ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précité, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Art. 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les

conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Art. 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Art. 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Bernard FUSS, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 7 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 8 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 9 : Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 206 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 10 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 11 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence en ce qui concerne les besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques, de matériel de reprographie et de nettoyage des locaux.

Art. 12 : L'arrêté du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, est abrogé.

Art. 13 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté du 20 juin 2008 portant création d'une commission départementale d'équivalence

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République du 20 décembre 2004 nommant M. Claude BISSON-VAIVRE dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La commission prévue par l'article 2 du décret susvisé est composée comme suit pour le recrutement de travailleurs handicapés dans le corps des professeurs des écoles :

- Président : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- Monsieur le Recteur de l'académie de Nancy-Metz ou son représentant,
- Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant,

- Monsieur Jean-Luc STRUGAREK, inspecteur de l'éducation nationale adjoint à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle,

- Madame le docteur Evelynne APTEL, correspondant handicap de l'académie de Nancy-Metz,

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 20 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté N° 08.BMSSE.49 du 20 juin 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, est notamment chargé d'assurer :

- le suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration,
- l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,
- le suivi du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Nancy,
- le suivi des dossiers relevant du développement économique et les relations économiques avec les entreprises,
- le suivi du dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Nancy,
- le suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté.

Monsieur Jérôme NORMAND représente le préfet dans les réunions nationales ou locales sur la cohésion sociale et sur la politique de la ville, ainsi que dans les comités de pilotage des dispositifs relevant de la politique de la ville, du domaine de l'emploi et du développement économique, de la promotion de l'égalité des chances, de la citoyenneté et de l'intégration.

À ce titre, il préside le service public de l'emploi local de l'arrondissement de Nancy, la commission d'examen des situations de surendettement de la communauté urbaine du Grand Nancy en liaison avec le directeur du développement durable et des politiques interministérielles (D.D.D.P.I) et peut être amené à présider la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (C.O.P.E.C.).

Art. 2 : Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article premier du présent arrêté, délégation de signature est donnée à Monsieur Jérôme NORMAND à l'effet de signer tous actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs, ainsi que les arrêtés et conventions attributifs de subvention.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jérôme NORMAND pour la signature des lettres d'observation faites au titre du contrôle de légalité et du contrôle des actes à caractère budgétaire, des collectivités de l'arrondissement chef-lieu, à l'exception des communes membres de la communauté urbaine du Grand Nancy et des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 15 000 habitants.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Monsieur Jérôme NORMAND, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - . refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - . retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme NORMAND, la délégation qui lui est consentie par le présent arrêté, est exercée par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de Messieurs NORMAND et MOUGARD, par Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, la délégation qui lui est consentie est exercée par Monsieur Jérôme NORMAND qui assure la suppléance des fonctions de secrétaire général de la préfecture.

Art. 7 : En cas d'absence simultanée du préfet de Meurthe-et-Moselle et de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, la suppléance du préfet est assurée par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville.

Art. 8 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.70 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. NORMAND, est abrogé.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.49 BIS du 20 juin 2008 accordant délégation de suppléance à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur de cabinet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En l'absence de M. MOUGARD, secrétaire général et de M. NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet, M. Jacques RANCHERE, directeur de cabinet, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle le mardi 24 juin 2008.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur de cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet, à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 20 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

